

A69, l'emblème d'une fuite en avant

Malgré la catastrophe environnementale amorcée, les décideurs de la planète s'entêtent à accélérer la réalisation de Grands Projets Nuisibles, Inutiles et Imposés. Parmi ces projets, les autoroutes, qui sous un prétexte de gain de temps, accroissent de fait la consommation de distance et l'artificialisation des meilleures terres agricoles. Le projet d'autoroute Castres-Toulouse est emblématique de cette contradiction. Il est urgent d'y mettre fin.

Nous, citoyennes et citoyens conscient·e·s de l'urgence des enjeux environnementaux et climatiques, estimons donc de notre devoir d'alerter l'opinion et le gouvernement à propos d'un scandale en devenir.

Ce dernier vient en effet de donner son feu vert à un projet emblématique d'un modèle de développement destructeur et dépassé : l'autoroute Castres - Toulouse ! Une autoroute parallèle à une nationale existante, pour moins de 6000 véhicules/jour¹. Un grand projet nuisible, inutile et imposé !

UN PROJET INUTILE ...

... pour un trafic dérisoire¹ sur la totalité du trajet Castres -Toulouse. Contre toute logique, si ce n'est celle du bétonnage et de la promotion de modes de transport polluants, il a été décidé de recourir à une concession autoroutière, parallèle à la route nationale existante. Celle-ci resterait en l'état, au mépris de l'intérêt général, alors que tous les éléments objectifs plaident en faveur d'un aménagement sécurisé de cette dernière.

UN PROJET IMPOSÉ ...

... par des élus soumis aux lobbies locaux et aveuglés par le mirage d'un effet positif sur l'économie locale, sans réflexion prospective et sans tenir compte des réserves émises par les agences gouvernementales (Autorité Environnementale et Commissariat Général à l'Investissement).

... par des élus qui ont refusé d'examiner un projet alternatif d'aménagement de l'itinéraire existant proposé par des acteurs du territoire, élus et associatifs.

UN PROJET HORS DU TEMPS ...

... décidé en 2006 par trois personnes, dont le Ministre des transports et Pierre Fabre (fondateur des laboratoires Fabre implantés à Castres) au cours d'un dîner², et qui ne s'inscrit dans aucun schéma directeur existant (Projet de Territoire, Plans Climats des collectivités territoriales, « Green New Deal » de la présidente de Région, etc.).

UN PROJET INJUSTE ...

... qui priverait les usagers de 10 km de 2x2 voies gratuites financées par 55 millions d'euros d'argent public et gracieusement offerts au concessionnaire !

... qui empêcherait toute amélioration et sécurisation de l'existant, au mépris de l'intérêt général.

¹ Une fraction de 5 640 v/j (comptage DREAL 2019)

² La Dépêche, 10-11-2006, « Castres. Une autoroute pour Toulouse d'ici 2014 »

... dont le coût serait insupportable pour les usagers et/ou serait supporté par le contribuable.

UN PROJET NUISIBLE ...

... qui bitumerait plus de 400 ha de terres nourricières, détruirait corridors écologiques et zones naturelles.

... qui augmenterait les émissions de GES en contradiction totale avec les engagements gouvernementaux sur le climat (Accord de Paris).

... qui aggraverait les risques de submersion périodiques pour les habitations, les terres, le vivant... du fait des importants remblais indispensables dans une vallée en zone inondable.

... qui implanterait des usines à goudron dévastatrices pour l'environnement et pour la santé des habitants.

Ce déni collectif de la part des élus locaux et du gouvernement fait fi :

- des rapports scientifiques (GIEC),
- de l'objectif de diviser par deux le rythme d'artificialisation des sols d'ici 2030 (loi Climat et Résilience),
- des recommandations de la Convention Citoyenne pour le Climat,
- de la nécessité impérieuse de diminuer nos déplacements en favorisant les mobilités douces,
- de la nécessité de relocaliser l'économie,
- de la protection de la biodiversité...

Ce projet de liaison autoroutière de 54 km est une aberration environnementale, sociale et économique. Il est l'illustration exemplaire de la myopie d'élus qui cèdent aux lobbies privés, et clament « désenclavement, désenclavement ! », par mimétisme avec des slogans du siècle dernier, refusant de tenir compte des réalités nouvelles.

Nous, signataires de cette tribune, demandons au gouvernement de respecter ses engagements en matière d'artificialisation des sols, de mobilité, et d'adaptation au bouleversement environnemental et sociétal en cours.

Nous, signataires de cette tribune, demandons au gouvernement de revenir d'urgence à la raison en mettant fin sans tarder à ce projet destructeur afin de permettre un aménagement responsable du territoire.

A défaut, c'est bien la responsabilité des élus et des membres du gouvernement qui serait engagée devant les générations futures.